

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

DES 17M 18 ET 19 MAI 2014

N° 17.892

À une semaine des élections européennes, un beau meeting à Saint-Pierre en faveur de notre jeune député sortant

Younous Omarjee est le mieux placé pour continuer le combat en faveur du respect des spécificités réunionnaises au sein de l'Union européenne

Dans le cadre de la campagne pour élire le dimanche 25 mai prochain les députés au Parlement européen, c'est vraiment un beau meeting qui s'est déroulé ce vendredi 16 mai à la salle King Siong de Saint-Pierre en faveur du candidat tête de la liste de l'Union pour les Outremer. En effet, plus d'une centaine de personnes se sont mobilisées pour soutenir et applaudir fréquemment le député réunionnais sortant, Younous Omarjee, qui était aux côtés de l'un de ses co-listiers, le jeune Tamponnais Bruno Lorion.



Bruno Lorion, Elie Hoarau et Younous Omarjee.

EDans la salle, il y avait notamment tous les dirigeants du Parti Communiste Réunionnais, mais aussi des responsables politiques d'autres forces démocratiques et progressistes. Et avant d'ouvrir ce rassemblement animé par Sylvie Mouniata, le public a été informé que Younous Omarjee et Bruno Lorion étaient en réunion avec le Conseil municipal de La Petite Ile pour échanger avec ces élus locaux des informations et des idées sur les enjeux de ce scrutin.

Ensuite, la parole a été donnée à Élie Hoarau, qui avait été élu député au Parlement européen en 2009 et qui avait passé le relai à Younous Omarjee en 2012. Il a souligné l'importance considérable de ces élections pour le peuple réunionnais afin de préserver à tout prix le respect des droits fondamentaux de la population, notamment la plus pauvre, ainsi que les mesures spécifiques à prendre pour un développement durable et solidaire du pays. À ce propos, Élie Hoarau a rappelé les combats très importants menés dans ce sens par nos élus au Parlement européen, en particulier Paul Vergès, élu en 1979, avec de réelles prises en compte par Bruxelles de nos besoins spécifiques. Mais il a également souligné l'importance de continuer ces combats, en



raison de l'aggravation de nos problèmes socio-économiques et environnementaux dans les années à venir. Après son arrivée de La Petite Ile, Younous Omarjee a défendu les mêmes idées lors de son intervention, en rappelant avec raison le travail exemplaire qu'il a effectué depuis deux ans au Parlement européen pour défendre les intérêts des peuples des Outremer de la République française. À ce sujet, on doit citer notamment ce rapport très intéressant de l'élu réunionnais, adopté largement par ses collègues des 28 pays européens en février dernier, qui préconise 79 propositions très positives à mettre en œuvre dans les cinq ans à venir. Voilà pourquoi Sylvie Mouniata a lancé

en conclusion de ce meeting un appel à renforcer la mobilisation pour le vote de dimanche prochain, afin de pouvoir continuer le combat en nous appuyant sur le talent, les compétences et le

dévouement de Younous Omarjee. Des qualités que les téléspectateurs réunionnais pourront apprécier lors du débat organisé lundi prochain par Réunion 1ère sur ces élections européennes.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr

SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr

EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Mondialisation en France, et à La Réunion

En France, Alstom est sur le point d'être démantelée. Son pôle énergie est convoité par un groupe américain, Général Electric. L'affaire est à l'origine d'une première crise dans le gouvernement. Ségolène Royal a estimé que Général Electric est un bon projet industriel, tandis que la préférence d'autres ministres va vers Siemens, un groupe allemand. Si ce dernier achetait la partie énergie d'Alstom, alors il céderait au groupe français son activité ferroviaire.

Jeudi, le gouvernement a décidé de publier un décret pour que la loi lui permette d'avoir son mot à dire dans la transaction entre entreprises privées. Il stipule que tout investisseur étranger voulant prendre le contrôle d'une entreprise française dans les secteurs de l'énergie, des transports, des télécoms, de l'eau ou de la santé devra désormais obtenir l'autorisation du ministre de l'Economie pour le faire.

«La puissance publique doit avoir son mot à dire sur des secteurs stratégiques», a expliqué le Premier ministre, Manuel Valls. Le ministre de l'Economie, Arnaud Montebourg, précise que c'est du patriotisme économique.

Quelques heures plus tard, le commissaire français Michel Barnier, donnait la position de la Commission: «les pays de l'UE ont le droit de défendre leurs intérêts stratégiques mais à des conditions très strictes définies dans les traités». Autrement dit, c'est le droit européen qui prime.

La Réunion est confrontée depuis déjà bien longtemps au transfert de son patrimoine industriel dans des mains extérieures. Le coup le plus marquant, c'était la vente des dernières usines sucrières à une coopérative de planteurs de betteraves français. A l'échelle de notre île, c'est un coup plus rude que la vente d'Alstom.

La Réunion est pourtant protégée par un article du Traité européen, qui lui permet une adaptation des règlements européens à ses spécificités.

Cela n'a pas empêché la prise de contrôle de tous ses secteurs stratégiques par des investisseurs étrangers à La Réunion: énergie, transport, télécoms, eau sont des filiales de groupes européens ou nord-américains.

La mondialisation, ce n'est pas qu'Alstom, c'est aussi à La Réunion avec des conséquences bien plus grandes pour l'emploi.

J.B.

Changement de majorité après les législatives

Victoire du parti nationaliste en Inde

Après plus de cinq semaines de scrutin, durant lesquelles près de 550 millions d'Indiens ont été voter, le dépouillement a annoncé la victoire du Parti Nationaliste Hindou du BJP, de Narendra Modi. Ce dernier devient le Premier ministre d'Inde, une première après dix ans de mandature du Parti du Congrès, dirigé par la famille Gandhi.

Cette victoire du Bharatiya Janata Party (BJP) est selon les observateurs une «nouvelle ère» après dix années de pouvoir du parti du Congrès, qui a reconnu sa défaite. Une défaite qui va ébranler le Congrès et remettre en question la capacité de la famille Gandhi à diriger le pays. A 43 ans, Rahul Gandhi a conduit une campagne jugée morose, sans élan. Ce qui s'est fait ressentir lors des résultats préliminaires. Ils ne lui donnaient qu'une faible avance dans sa circonscription.

Narendra Modi
Premier ministre

Selon les estimations, le BJP dépasserait la majorité absolue des 280 sièges sur 543 que compte la Chambre du peuple (Lok Sabha), et aurait plus de 300 sièges avec ses alliés. Cette majorité permet au BJP de former un gouvernement. Arrivé en tête dans les deux circonscriptions où il s'est présenté, à Vadodara dans son Etat du Gujarat et à Varanasi dans l'Uttar Pradesh, Narendra Modi accèdera certainement au poste de Premier ministre. Agé de 63 ans, il est le premier candidat aux législatives, déclaré par un parti politique, à briguer les suffrages des électeurs de Varanasi ou Bénarès,

ville sainte des hindous. D'après certains observateurs, il s'agira là d'une volonté de sa part de renforcer son influence sur les nationalistes hindous, pour lesquels l'Inde est un pays hindou. «C'est le début du changement, la révolution d'un peuple et le début d'une nouvelle ère», a déclaré à l'Agence France Presse un dirigeant du BJP, Prakash Javadekar, depuis le siège du parti à New Delhi.

Cependant, pour ses adversaires la victoire de Narendra Modi est le signe d'une nouvelle radicalisation des relations avec la communauté musulmane. Une radicalisation constatée lors des émeutes interreligieuses de 2002 dans le Gujarat qui avaient fait plus de 1.000 morts, dont une grande partie de musulmans. A cette époque, Narendra Modi était gouverneur du Gujarat et avait été le sujet d'une vive polémique pour sa passivité vis à vis des violences contre les musulmans.

Beaucoup d'espoir
et d'attentes

Par ce vote, la population indienne attend beaucoup du nouvel homme fort de l'Inde, afin qu'il réalise les mêmes prouesses économiques que dans son Etat du Gujarat, du quel il

est à la tête depuis 2001. Ce dernier a d'ailleurs accès sa campagne électorale sur la mise en place d'un pouvoir fort à même de relancer l'économie indienne.

«Modi a promis monts et merveilles à la population. Les gens ont acheté ce rêve», a déclaré le porte-parole et dirigeant du parti, Rajeev Shukla, devant les journalistes au siège du parti. Un rêve que le prochain Premier ministre devra concrétiser, car le pays connaît un ralentissement économique marqué et des inégalités de plus en plus profondes. «Il a devant lui une tâche gigantesque qui va prendre du temps car les problèmes économiques sont vraiment aigus. Il n'a pas de baguette magique», a expliqué D.K. Joshi, chef économiste de l'agence de notation Crisil, à l'AFP.

De son côté, Christophe Jaffrelot, chercheur à Sciences Po à Paris et au King's College de Londres, a indiqué que Narendra Modi «sera jugé sur l'économie. Et s'il échoue à relancer l'économie? Le plan B pourrait être l'hindutva», c'est à dire le nationalisme hindou. Pour sa part, le Parti du Congrès a admis sa défaite: «Nous acceptons la défaite. Nous sommes prêts à siéger dans les rangs de l'opposition».

Céline Tabou

Un espionnage sans précédent dans l'histoire

Des mouchards du NSA dans des milliers de serveurs et routeurs exportés des USA dans le monde

La NSA a implanté des outils d'espionnage de données dans des serveurs et routeurs exportés des Etats-Unis. C'est ce que révèle l'extrait d'un livre de Glenn Greenwald sur l'Affaire Snowden, No Place to Hide.

Le Guardian a joué un grand rôle dans la diffusion des techniques d'espionnage du monde utilisée par les Etats-Unis révélées par Edward Snowden. Cela a valu à ce journal le Prix Pulitzer.

Il publie les bonnes feuilles d'un ouvrage sur l'affaire Snowden. Là encore, les Etats-Unis sont visés. La NSA couvre l'implantation de mouchards dans les routeurs exportés dans le monde entier. Le routeur est un matériel informatique à l'intérieur duquel transitent les données des réseaux. Les routeurs sont une infrastructure de base d'Internet pour faire communiquer les machines entre elles, et les serveurs stockent les données. C'est pourquoi disposer d'un moyen de pirater un routeur ou un serveur, c'est recueillir facilement des quantités impressionnantes d'information sans prendre aucun risque.

C'est ce qu'explique l'extrait d'un ouvrage sur l'affaire Snowden, publié dans le Guardian.

Le trafic de la NSA

L'ouvrage souligne qu'en juin 2010, un rapport de la direction de la NSA a été très explicite. La NSA reçoit habituellement, ou intercepte, des routeurs, des serveurs ou autre périphériques réseau d'ordinateurs devant être exportés des Etats-Unis avant leur livraison aux clients.

L'agence plante alors des outils pour espionner, réemballe le matériel avec le sceau du fabricant et les envoie comme si de rien n'était. Ainsi la NSA peut accéder à la totalité des réseaux des utilisateurs de ces machines.

Ligne directe avec la NSA

Les machines trafiquées peuvent appeler directement la NSA. Le rapport précise que «dans un cas récent, une balise implantée a pu entrer en contact avec le NSA. Cet appel nous a permis par la suite d'accéder à la machine et de surveiller le réseau tout entier».

Glenn Greenwald constate que s'il est possible que des entreprises chinoises implante des mécanismes de surveillance dans leurs périphériques réseau, il est certain que les Etats-Unis le font».

Conclusion de l'auteur: les accusations contre les produits chinois les empêchent de supplanter leurs équivalents US sur le marché américain.

Protection de la Nature

Le crime commis contre la faune s'élève à 10 milliards par an

Le directeur exécutif de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UN Office on Drugs and Crime, UNODC), Yury Fedotov, a exhorté la communauté internationale à «nous réunir au plus haut niveau politique» pour mettre un terme à l'escalade du crime contre la faune et la forêt.

Il a indiqué que 8 ou 10 milliards de dollars américains récoltés chaque année de ce «commerce impitoyable», le place en termes de profits illégaux à côté du trafic d'êtres humains, d'armes et de drogues.

«Le taux de braconnage est tel qu'un nombre d'espèces iconiques et moins connues risque d'être anéanti au cours de la prochaine décennie et nous allons tous porter la responsabilité pour ces pertes», a mis en garde M. Fedotov lors d'un événement spécial qui se déroule à Vienne, en Autriche, en marge de la 23ème session de la Commission pour la prévention du crime et de la justice criminelle.

Responsabilité partagée

Le braconnage à grande échelle et autres exploitations illégales de la faune et de la flore ont besoin d'être reconnus partout pour ce qu'ils sont: un grave crime transnational organisé qui nécessite une législation effective et des systèmes de justice pénale.

Il a rappelé que la Conférence de Londres qui a pris place en février 2014 s'est ajoutée aux engagements politiques exprimés à Paris, à Gaborone, à Marrakech et à Bishkek en 2013.

«Nous devons maintenant traduire notre détermination en actions concrètes et canaliser cet élan à l'Assemblée générale», a déclaré le patron de l'UNODC. Soulignant que cette tragédie est une responsabilité partagée, M. Fedotov a expliqué que l'UNODC travaille avec les gouvernements et les partenaires, tels que le Consortium international de lutte contre la criminalité et la vie sauvage, (International Consortium on Comba-

ting Wild Life Crime, ICCWC), pour améliorer la législation, renforcer l'application de la loi et les systèmes de justice pénale qui peuvent mener des enquêtes, poursuivre et juger des criminels dans des pays d'origine et les marchés finaux et forger une coopération internationale. Il a en outre annoncé que l'UNODC va bientôt lancer le Programme mondial de lutte contre la criminalité de la faune et des forêts (Global Programme for Combating Wildlife and Forest Crime) qui va fournir une assistance régionale et nationale pour appuyer l'application de la loi et mettre en place la législation pour lutter contre ce crime.

Education et sensibilisation

«Il s'agit également de renforcer les capacités juridiques et d'enquêtes, de poursuite et de combattre, par ailleurs, les questions liées au blanchiment d'argent et à la corruption. Il va aussi soutenir les Etats dans leurs efforts visant à introduire les moyens de subsistance dans les communautés affectées», a-t-il annoncé.

M. Fedotov a, cependant, souligné que la seule application de la loi ne peut éliminer le crime contre la faune et il a mis en exergue la nécessité de s'attaquer aux dimensions sous-jacentes de cette évolution.

«L'éducation et les campagnes de sensibilisation sont nécessaires pour réduire la demande sur la faune et la flore protégées, avec des efforts pour promouvoir des moyens de subsistance durables pour les communautés dans les pays d'origine où la pauvreté et leur manque d'opportunités économiques poussent plusieurs personnes à s'engager dans



La déforestation peut aussi être prétexte à la vente sauvage de bois rares et convoités. La course au profit détruit l'environnement.

cette entreprise criminelle», a-t-il déclaré. Il a également déclaré qu'il espère que davantage de pays vont mettre en œuvre l'outil analytique de l'ONUDC relatif au crime de la faune et de la forêt élaboré par l'ICCWC pour évaluer les réponses préventives et la justice pénale des pays contre ces crimes, suivant l'exemple du Gabon, du Népal, du Bangladesh et du

Pérou.

D'autres initiatives de l'UNODC incluent la récente campagne "Soyez un voyageur responsable", (Be a responsible traveller) conjointement lancée avec l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) pour réduire la demande en produits animaux, en plantes exotiques et en produits de bois en voie de disparition.

Distinction

Le WWF classe Younous Omarjee meilleur député européen de l'Outremer pour l'environnement

Pour le World Wild Fund, le député sortant est le plus compétent en matière de défense de l'environnement. Rappelons que Younous Omarjee conduit la liste de l'Union des Outre-mer aux élections européennes du 25 mai.

Par son engagement environnemental, Younous Omarjee se démarque des autres députés européens français. WWF, la célèbre ONG environnementale, a établi un classement des députés sur les questions environnementales au Parlement européen. Un classement qui note les députés européens en fonction de leurs votes sur les sujets majeurs et représentatifs de la dernière législature, dans les domaines du climat, de l'énergie, de la préservation de la biodiversité et de la protection des animaux et des végétaux.

Cinq votes essentiels pour l'environnement ont en effet eu lieu lors de cette législature:

- Le cadre pour l'énergie et le climat à l'horizon 2030, qui vise à augmenter l'utilisation des énergies renouvelables.
- La réforme de la Politique commune de la pêche pour préserver les stocks de poissons.
- Le fonds européen pour la pêche, pour une pêche plus durable.
- Le règlement pour la pêche dans les eaux profondes, pour interdire la destruction des fonds marins.
- La politique agricole commune, pour une agriculture plus verte.

Les résultats reflètent bien les ambitions des différents candidats dans ces domaines. Pour les députés de

l'Outremer, Younous Omarjee est le seul à vraiment s'engager. Il est cité par WWF comme un député qui se singularise par ses votes favorables à l'environnement.

Si ce classement confirme les positions environnementales de Younous Omarjee, très engagé sur ces questions, le député européen estime que le chemin à parcourir reste encore long. «Ce classement montre bien que des combats politiques sont encore nécessaires au Parlement européen pour une véritable prise de conscience des élus. La préservation de notre environnement et de la biodiversité sont essentiels pour l'avenir de notre planète, ils doivent être au cœur de notre action.»

Younous Omarjee a, jeudi, avant d'apprendre ce classement publié par WWF, fait en conférence de presse la proposition de porter au Parlement européen et en Europe tout le long du prochain mandat la création une qualification juridique nouvelle de «crime de l'humanité contre l'environnement et les autres espèces».

Le mépris pour les Réunionnais de l'Hexagone dans la commémoration du 10 mai 2014?

Depuis le 10 mai 2006, l'État, à travers son plus haut représentant le président de la République, honore l'histoire de l'île des départements d'outre-mer en organisant une célébration officielle à Paris dans le jardin du palais du Luxembourg où une stèle mémoire réalisée par un artiste des Caraïbes rappelle la douloureuse histoire de nos ancêtres esclaves. Cette manifestation nationale qui prend appui sur la loi Taubira du 23 mai 2001 qualifiant l'esclavage de crime contre l'humanité revêt une grande importance pour les Français de l'Hexagone et pour leurs représentants associatifs et politiques; ces derniers ayant l'occasion d'adresser un message de solidarité aux Français de l'outremer spoliés par le système colonial, l'esclavage et ses formes d'asservissement dérivées. François Hollande, le président de la République, n'a pas dérogé à la règle mise en œuvre par Nicolas Sarkozy en 2007 qui lui-même avait invité l'ancien président de la République Jacques Chirac Jacques Chirac à ses côtés lors de la première manifestation officielle le 10 mai 2007.

J'ai eu l'occasion d'assister à deux célébrations officielles à Paris depuis la première commémoration ayant été invité au titre de directeur de la Chaire Unesco par le ministère des départements d'outre-mer. Quelle ne fut pas ma surprise de me retrouver parmi une pléiade de représentants d'associations antillaises, de personnalités martiniquaises, guadeloupéennes, guyanaises et africaines! Un ou deux Réunionnais bien placés dans le réseau antillais dans ce célèbre jardin du Sénat étaient présents, difficiles à identifier dans la marée de personnalités antillaises et presque honteux d'être les privilégiés du président de la République... Maryse Condé étant à l'époque en 2007 la présidente du Comité national pour la mémoire de l'esclavage, j'avais déduit que sa personnalité et son réseau expliquaient la participation nombreuse des compatriotes antillais.

Avec son remplacement par la Réunionnais Françoise Vergès à la tête du comité national pour la mémoire de l'esclavage quelques années plus tard, la situation n'avait guère évolué... Peu de représentants associatifs réunionnais à Paris pour le jour de la commémoration! Peu de représentants politiques!

J'avais eu cette impression que les Réunionnais boudaient leur propre histoire, leurs propres ancêtres, ne voulant pas cette réparation morale que leur proposer l'État français à l'occasion de cette journée du souvenir. Erreur! Double erreur! En interrogeant les représentants associatifs de la diaspora réunionnais à Paris, j'ai eu la première explication à cette situation paradoxale. Ils ne sont pas dans le réseau du Ministère des départements d'outre-mer qui privilégie les amis et les connaissances des hauts fonctionnaires et des personnalités politiques antillaises sur-représentés dans les ministères et la mairie de Paris. Quelques cartons d'invitation pour la forme sont envoyés symboliquement à des Réunionnais... On prend souvent pour prétexte que les Réunionnais sont timides, qu'ils n'aiment pas faire de la figuration et que l'histoire de l'esclavage subie par leurs ancêtres est à l'origine de leur effacement au plan national.

Faux! Ils sont fiers de leur histoire et preuve en est, ils ont commémoré dignement le 20 décembre 2013 où ils étaient plus de 500 à La Mairie de Paris à l'initiative du Conseil Général de La Réunion, mais ils sont broyés au plan national par un puissant lobby antillais qui s'est installé en France métropolitaine depuis l'abolition de l'esclavage. Je n'accuse surtout pas l'ensemble de nos compatriotes antillais, frères d'une d'histoire coloniale faite d'injustices et de souffrances, d'être à l'origine de cette discrimination. Mais j'accuse l'État français de ne pas rétablir l'équilibre, d'être complice de ce manque de

considération, voire même d'être infiltré dans ses plus autres sphères par le réseau antillais.

Pourquoi nos parlementaires n'étaient-ils pas présents aux côtés du président de la République le 10 mai 2014? Pourquoi n'a-t-on pas à ce jour un ministre réunionnais dans le gouvernement de la France? Nous représentons le département le plus peuplé de l'outremer français et pourtant nous sommes ceux qui sont le plus déconsidérés... Le discours du 10 mai 2014 de François Hollande en est la preuve! Le Président de La République ne tarit pas d'éloges sur les combattants de la liberté de l'espace caribéen: Toussaint-Louverture, Delgrès, et Aimé Césaire... Il est les citent! Ils les honorent et donnent la fierté par sa parole officielle aux Antillais présents et à tous ceux qui ont suivi la célébration officielle retransmise à la télévision...

Où est La Réunion dans son discours? Aucune place dans pour Elie, exécuté avec ses compagnons martyrs pour avoir revendiqué la liberté la liberté lors de la grande révolte des esclaves en 1811 à Saint-Leu de l'île de La Réunion, pour Cimendef, pour Maffack, pour Dimitil! Une toute petite allusion pourtant aux marrons de nos montagnes et c'est suffisant pour dire qu'il n'a pas oublié La Réunion!

À qui la faute? La question reste posée... Probablement aux hauts fonctionnaires de l'État qui ont rédigé son discours, conseillés par ceux du ministère de l'Outremer qui ont une faible connaissance de l'histoire de l'océan Indien. Peut-être aussi à nos politiques Réunionnais, mais ont-ils été invités? Peut-être aussi à notre diaspora réunionnais, mais a-t-elle les moyens de prendre sa place au plan national? Avoir clairement conscience de cette situation, c'est déjà nous préparer à réagir et non pas continuer à subir...

Sudel Fuma

Huguette Bello, déchue

Lors des dernières élections municipales, nous avons pu constater une forte mobilisation des Saint-Paulois pour se rendre aux urnes. Les deux principaux rivaux de cette bataille politique, Madame Bello et Monsieur Sinimalé, qui ont mené leur campagne électorale bien différemment. Tout au loin, grimant les sentiers boueux des Hauts de Saint-Paul, Monsieur Sinimalé passe de case en case pour recueillir les sentiments et avis de la population sur la commune. «Qu'attendez-vous de moi?», question à laquelle le bonhomme de 71 ans souhaitait obtenir des réponses concrètes. Monsieur Sinimalé a passé ses dernières années sur le terrain. Quant à Madame Bello, dont son champ d'action était limité à la ville, ne faisait que mépriser ce dernier au lieu de vanter son bilan fantôme sur Saint-Paul à chacune de ses apparitions dans les médias. Reconnaissons-le, elle aime particulièrement se donner en spectacle face aux caméras.

Votre comportement a fini par agacer les Saint-Paulois. Preuve à l'appui, ils ont largement permis à Monsieur Sinimalé de vous déloger de la Mairie avec un écart de 3 807 voix.

Certes, vous êtes à l'initiative de la création de crèches sur la commune, de construction de logements sociaux, initiées en partie par l'ancienne mandature. Néanmoins, votre attitude supérieure entache complètement le peu de projets accomplis positifs pour Saint-Paul.

Vous avez fui un problème essentiel qui impactait fortement «vos» côtes réunionnaises: le requin! Face à ce fléau, vous n'avez même pas tenté de rassurer les usagers de la mer. Vous avez fait preuve, comme à votre habitude, d'agressivité en fustigeant à un habitant, révolté qu'aucune action ne soit entreprise pour contrer cette crise, «C'est mon pays, Monsieur!». Un peu de tenue s'il vous plaît, nous sommes plus à l'époque de Madame Desbassayns.

De surcroît, votre refus de rencontrer Monsieur Chérèque, envoyé par le 1er Ministre et en charge de suivre la lutte contre la pauvreté m'a interpellé. La commune de Saint-Paul recense un taux de pauvreté hors-norme. Est-ce par orgueil que vous avez également refusé d'assister aux débats? Sachez qu'à vous seule vous ne pourrez pas refaire le monde, La Réunion!

Pour finir, je ne m'étonne pas de vous

voir plus souvent qu'auparavant. Effectivement, être Maire et Députée doivent induire des plannings chargés d'où votre délaissement envers la commune de Saint-Paul. Avec un mandat de moins, vous avez plus de temps à vous afficher médiatiquement. Madame Bello, il faut savoir tourner la page, surtout lorsque c'est le peuple qui le décide.

Demeurez dans les domaines d'action qui vous vont bien et arrêter de vous agiter pour des projets, dont vous n'avez plus la gestion. Aujourd'hui, d'autres actualités devraient vous sensibiliser, Madame la Présidente de l'UFR, telles que l'enlèvement des lycéennes nigérianes par le Boko Haram.

Madame Bello, prenez de la hauteur et assurez pleinement votre mandat de Députée en allant défendre les Réunionnais à l'Assemblée Nationale. Osez dire à ce Gouvernement que les Réunionnais souffrent et que des solutions spécifiques doivent être apportées. Osez dire à ce Gouvernement de prendre des mesures pour l'emploi, la formation de notre jeunesse. Osez dire à ce Gouvernement de prendre des mesures de relance de notre secteur économique pour les entreprises, les agriculteurs, les artisans...

Xavier Luc Picard, La Plaine

Otè!

Lo tan militan i arvien!

Dalon, dalone, moin lé déjà asé ajé pou dir azot moin la pa viv toultan dan la modèrnité. Moin la konète la vi lontan èk son z'avantaj épi son l'inkonvényan. Pars l'avé z'avantaj, mé l'avé osi z'inkonvényan! In l'avantaj? La vi té pli trankil é té pa bézoin kas la tèt pou fé in n'afèr, té i sifi kopyé dsi sak lé z'ot téi fé. In l'inkonvényan? la rarté, pars nou té pa dann in sosyété l'abondans. In n'ot l'inkonvényan? Kan ou té dan l'érèr, é bin ou téi rès dan l'érèr. Kan ou té dan la pèr, ou téi rès dan la pèr. Donk la pa moin va di, avèk trémolo dann gozyé: «A! lo tann lontan! Sa lété vanté sa mounoir!» Parèy pou la modèrnité:sar pa moin pou vant ali toultan é pou tout z'afèr.

La pa tousala. Mon kozman i ral amoin in koté mi vé pa alé. Ousa mi vé alé? Mi vé zis dir azot, koméla, si ou i vé in n'afèr ou i pé komandé, sansa ou i pé alé rodé sir plas ziska dan lé kartyé, é ou la pi bozoin alé an vil. Mé soman, na dé foi, ou i pans ou pé gingn lé shoz fasilman. Kisoï in partikilyé! Kisoï in l'asosyasion! Kisoï in parti konm la n'ot. Poitan nout tout i koné nout parti l'aprè siport son tan vash mèg. Mi sava pa dir azot tout nout malizé, mé zot i koné sirman in pé. Koman nou va fé pou ansort la-dan? Mèyèr fason, mi pans sé ropran nout baton militan.

Roproan nout baton militan, kosa i vé dir sa? Dann tan, mi souvien nou téi vann vignète, nou téi vann Témoignages, nou té i vann foto Paul Vergès é kan in moun nout parti la fé in liv, té nou téi sava plas sa èk demoun, kisoï nout z'adéran, kisoï demoun té i marsh pa forsféman pou nou, mé l'avé réspé pou nou.

Biensir sa té i marsh pa vit konm internet. Biensir té i falé marshé, té i falé kozé, té i falé aport la prèv nout fidélité pou nout bann z'idé... Moin lé sir désèrtin lé riskab di mi vé artourn dann tan sharète bèf, dann tan la marine a voil, moin lé mèm sir in pé lé riskab dir moin lé kont la modèrnité. In pé lé riskab dir, koméla, i fé pi z'afèr konmsa. Mé kan bann téknik modèrn i marsh pi asé bien konm k'i fo pou nou, kosa i fo fèr? D'aprè zot, i fo pa tiliz bann métod la fine fé zot prèv? Moin mi pans ké oui. Sé pou sa, sanm pou moin, lo tan militan i arvien!

Justin